

Atelier prospectif

Chemins de transition MED 2050

Rapport de synthèse

Tanger 4-5 février 2025

Table des matières

Préambule : mots introductifs	5
1. L'espace méditerranéen : enjeux et tendances d'avenir	6
1.1. La Méditerranée : un carrefour d'enjeux multiples	6
1.2. Présentation du rapport MED 50 : les tendances structurantes de la méditerranée à l'horizon 2050.....	7
2. Les scénarios MED 2050 pour la Méditerranée : entre crises majeures et chemins vers la durabilité	8
Scénario 1 : Inertie, marginalisation de la Méditerranée et pragmatisme	8
Scénario 2 : Chocs des crises et adaptations forcées	9
Scénario 3 : Croissance à tout prix dans une Méditerranée éclatée	9
Scénario 4 : Un partenariat euro-méditerranéen pour une transition bleue-verte.....	10
Scénario 5 : Un autre modèle de développement durable spécifiquement méditerranéen	11
2Scénario 6 : La mer Méditerranée : un bien commun mondial.....	11
3. Les ateliers prospectifs : examen des trajectoires méditerranéennes pour le Maroc à l'horizon 2050	12
3.1. Groupe 1/ Scénario 2 : Le Maroc face aux chocs des crises et adaptations forcées	12
3.2. Groupe 2/Scénario 4 : Le partenariat euro-méditerranéen pour une transition bleue-verte	18
3.3. Groupe 3/Scénario 5 : Un autre modèle de développement spécifiquement méditerranéen.....	21
4. Synthèse générale des échanges en plénière et en atelier.....	23
5. Quelques propositions pour une transition durable en Méditerranée	26

Préambule : mots introductifs

Dans le cadre des actions régionales du Plan Bleu¹, une rencontre d'experts de haut niveau sur l'avenir de la Méditerranée a été organisée par l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES), à Tanger les 4 et 5 février 2025. Cet évènement a été marqué par plusieurs temps forts dont la présentation en primeur du rapport MED 50 du Plan bleu ainsi que des ateliers de concertation sur les scénarios d'évolution de la Méditerranée à l'horizon 2050.

L'objectif attendu était d'explorer, à partir du cas du Maroc, les chemins de transition vers un développement durable de la Méditerranée. Le choix du Royaume comme première destination de cette action, a été motivé par les atouts du Maroc liés à sa position géographique au carrefour maritime de la Méditerranée et de l'Atlantique et à son leadership au niveau régional dans la mise en œuvre de stratégies de développement durable. Il a été évoqué à ce propos les avancées du Maroc sur les questions liées au changement climatique, à l'eau, aux énergies renouvelables, ... ainsi que celles relatives au lien social et au développement humain.

Dans ses propos liminaires, le Directeur Général de l'IRES a rappelé à cet effet les Hautes Orientations Royales en la matière ainsi que le rôle précurseur de l'IRES² dans ce domaine dans le cadre de ses programmes d'études prospectives. L'Institut, a-t-il souligné, contribue depuis sa création par Dahir Royal en novembre 2007, à mettre à la disposition des décideurs et des experts des plateformes de concertation, d'intelligence stratégique et un socle de connaissances de référence pour l'aide à la décision. A cet effet, l'IRES s'appuie sur une grille d'analyse fondée sur cinq piliers ("Human-centric", "Nature-centric", "Planétarisation", "Exponentialité" et la "Gouvernance") afin de proposer un modèle renouvelé de développement pour la Méditerranée.

Forte de son expertise, l'IRES a suivi de près toutes les étapes de l'exercice prospectif "MED50", mené par le Plan Bleu, depuis la conception méthodologique jusqu'à la formulation des scénarios. Il a, notamment, insisté sur l'importance d'une approche inclusive, impliquant les pays du Sud de la Méditerranée et a mis l'accent sur l'analyse des politiques publiques. De plus, l'IRES a souligné sa volonté de mettre en lumière la vision du Sud de la Méditerranée en organisant cet atelier à Tanger, une ville emblématique de cette région.

Fruit d'une collaboration d'une centaine d'experts de toute la Méditerranée, le rapport MED 2050 n'a pas pour vocation de prédire avec exactitude le futur de la Méditerranée à l'horizon 2050. Il s'agit plutôt d'un exercice de prospective qui propose six scénarios contrastés, allant du plus optimiste au plus pessimiste, afin d'explorer les différentes trajectoires possibles pour la région.

¹ Le Plan Bleu est l'un des Centres d'activités régionales du Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), mis à disposition par la France depuis 1977. Le programme de travail est validé tous les deux ans par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone.

² Le Directeur Général a rappelé les missions de l'IRES depuis sa création par Dahir Royal en 2007.

L'objectif principal du rapport MED 50 est d'éclairer les choix de politiques publiques en mettant en évidence les risques, les opportunités et les trajectoires possibles. Il vise à susciter une réflexion approfondie sur les enjeux auxquels la Méditerranée est confrontée et à encourager les décideurs à prendre des mesures pour construire un avenir plus durable et prospère pour la région. Les experts de l'IRES et du Plan Bleu ont ainsi orienté leurs efforts sur l'analyse des scénarios les plus adaptés au contexte marocain.

Cette note de synthèse restitue le résultat de cet atelier en mettant en exergue le regard porté par les experts sur les enjeux d'avenir de la méditerranée, les scénarios prospectifs développés dans le rapport MED 2050, évaluer la pertinence et la plausibilité de ces scénarios dans le contexte marocain, définir des chemins de transitions à court, moyen et long terme pour anticiper ou éviter certains scénarios et proposer des recommandations stratégiques sous forme de pistes d'action.

1. L'espace méditerranéen : enjeux et tendances d'avenir

1.1. La Méditerranée : un carrefour d'enjeux multiples³

La Méditerranée, berceau des civilisations et témoin de l'histoire millénaire de l'humanité, s'impose aujourd'hui comme un carrefour d'enjeux multiples et stratégiques. Autrefois perçue comme un simple lieu de transit, elle se positionne désormais à la croisée de questions essentielles, qui façonnent les trajectoires futures de nos sociétés.

La Méditerranée traverse des périodes de bouleversements profonds où se mêlent les défis géopolitiques, économiques, sociaux et environnementaux. Longtemps dominée par l'Occident, dans un contexte où le dialogue politique fait défaut avec les pays du Sud et de l'Est, la Méditerranée connaît une reconfiguration géopolitique marquée par une diversité de modèles, avec l'influence croissante de puissances étrangères telles que la Chine, la Russie, l'Iran ..., ayant des intérêts difficiles à faire converger.

Cette compétition, doublée de défis sécuritaires, accentue l'urgence de repenser la coopération régionale dans un monde devenu vulnérable, incertain, critique et artificiel. La situation géopolitique complexe de la région méditerranéenne est loin d'être une simple question de rapports de force entre puissances. Outre le risque de sa marginalisation avec le déplacement vers l'Est du centre de gravité de l'économie mondiale, la Méditerranée est traversée par des dynamiques internes profondes en lien avec les questions de la migration, de la dégradation des ressources naturelles, notamment, l'eau dont la rareté est devenue structurelle et avec le changement climatique, ce qui risque de mettre en péril la sécurité alimentaire et, par conséquent, la stabilité des sociétés.

³ Cette partie est extraite du mot introductif de Monsieur Mohammed Tawfik Mouline, Directeur Général de l'IRES.

Sur le plan économique, quoique la région méditerranéenne présente un énorme potentiel de développement, celui-ci est bridé par le caractère unilatéral et asymétrique de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée. De plus, les sources de croissance conventionnelles, telles que l'accumulation des facteurs et l'accroissement de leur productivité globale ou encore le progrès technique, exogène en l'occurrence, ne sont plus à même de garantir une croissance soutenue au niveau de la région.

S'agissant du volet social, il faut relever la fracture profonde entre le Nord et le Sud en ce qui concerne le revenu par habitant que le processus de Barcelone, les accords de libre-échange, la politique européenne de voisinage et les réformes entreprises par les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée n'ont pas pu atténuer.

Sur le plan environnemental, la Méditerranée est une 'écorégion', qui se distingue par sa biodiversité exceptionnelle. Le réchauffement climatique y est, cependant, beaucoup plus rapide que le reste du monde. De plus, la Mer méditerranéenne est fortement polluée par les plastiques.

Tenant compte de ce qui précède, l'étude "MED 50", menée par le Plan Bleu, revêt une importance particulière en mettant en évidence les évolutions à l'horizon 2050 des écosystèmes méditerranéens, particulièrement, marins. Cet exercice permet de déterminer les conditions nécessaires à leur résilience à long terme, tout en fournissant des éclairages essentiels pour amorcer une transition progressive vers un développement durable.

1.2. Présentation du rapport MED 50 : les tendances structurantes de la méditerranée à l'horizon 2050

Le rapport MED 50 est le résultat du troisième exercice de prospective du Plan Bleu confié aux parties contractantes à la Convention de Barcelone en 2019, après ceux réalisés en 1989 et 2005. L'analyse effectuée a reposé sur un socle de connaissances prospectives multidimensionnelles en s'attachant à mettre en évidence les dimensions essentielles affectant l'évolution de la Méditerranée. Parmi les facteurs d'évolution examinés, il est mentionné le contexte mondial, la démographie et l'occupation de l'espace, l'environnement, l'économie, les sociétés, la gouvernance, la science et la technologie.

Sur la base de cette analyse, le rapport retient les tendances structurantes suivantes pour l'avenir de la Méditerranée :

- **Le contexte mondial** : son évolution révèle que l'échelle euro-méditerranéenne devrait s'inscrire dans le cadre de dynamiques plus élargies incluant celle de l'Afrique dans son ensemble, de l'Asie et des Amériques.
- **Le changement climatique** : une hausse des températures attendues de 2,3° C en 2050 avec comme conséquences une hausse du niveau de la mer de plus de 40 cm provoquant des inondations en plus des évènements climatiques extrêmes (canicules terrestres et marines, sécheresses, ...).

- ✓ **La transition démographique** : une transition démographique achevée dans les deux tiers des pays mais avec une croissance globale de 20 à 30% (520 à 630-690 millions d'habitants à l'horizon 2050).
- ✓ **L'urbanisation** : une croissance urbaine marquée par un taux d'urbanisation dépassant dans l'ensemble des pays 70% (82% en moyenne).
- ✓ **L'occupation du territoire** : la concentration des populations et activités dans les métropoles et sur le littoral (plus de 50% des populations totales en 2050 contre 30 à 40% en 2020).
- ✓ **La transformation de l'écosystème marin** : la tendance à la tropicalisation et à la transformation structurelle de l'écosystème marin avec des effets en termes de remplacement de la biodiversité par des espèces allogènes, des perturbations de l'écologie du plancton, la prolifération des méduses, la destruction de coraux et herbiers de posidonies, ...
- ✓ **L'eau** : l'aggravation du stress hydrique, qui affectera au moins 290 millions d'habitants en 2050 contre 180 millions en 2020.

Le rapport fait état de six scénarios contrastés à l'horizon 2050 décrits dans ce qui suit.

2. Les scénarios MED 2050 pour la Méditerranée : entre crises majeures et chemins vers la durabilité

2.1. Scénario 1 : Inertie, marginalisation de la Méditerranée et pragmatisme

Ce scénario dit de "Fracture" dépeint une Méditerranée de 2050 bouleversée par les effets du changement climatique et de l'inaction politique. L'augmentation de 2,5°C de la température moyenne engendre une dégradation majeure des écosystèmes, provoquant des sécheresses, des inondations et des déstabilisations sociopolitiques.

Face à l'urgence, les gouvernements se replient sur des solutions pragmatiques à court terme, ignorant les causes profondes de la crise. Cette approche fragmente la région, créant une Méditerranée à deux vitesses : une élite socio-économique peu affectée et des populations précaires dont les conditions de vie se dégradent.

L'irresponsabilité collective face au changement climatique et à la perte de biodiversité condamne la région à une trajectoire de dégradations multiformes. La Méditerranée de 2050 est une région désunie, minée par les inégalités et les tensions internes, incapable de mettre en place des politiques environnementales ambitieuses et durables.

L'évaluation du scénario est sombre. Si la survie de la région est encore possible, elle nécessite une réaction collective et immédiate. Ce scénario catastrophe peut néanmoins servir d'électrochoc pour impulser un changement radical dans tous les domaines vitaux de la Méditerranée.

2.2. Scénario 2 : Chocs des crises et adaptations forcées

Le scénario "Chaos" décrit une Méditerranée de 2050 en proie à une spirale de crises multiples et incontrôlables. Cette situation est le résultat d'une inaction collective face aux risques connus depuis longtemps. L'insuffisance des politiques de prévention et d'adaptation engendre des effondrements économiques, environnementaux et politiques ainsi qu'une augmentation des inégalités et des violences.

Des fractures profondes s'installent à toutes les échelles : entre les rives de la Méditerranée, au sein des Etats et entre les populations du bassin méditerranéen. Face à l'urgence, des modes de gouvernance autoritaires centrés sur la sécurité et la sobriété s'imposent dans certaines régions, tandis que d'autres s'organisent localement pour pallier l'absence d'action publique.

La sécurité alimentaire et hydrique devient une priorité absolue, forçant un changement de paradigme permettant une sortie du chaos et de la dépendance chronique aux aides internationales.

Le scénario "Chaos" est un scénario subi, où les changements sont imposés par la force des crises. Le coût humain, social, culturel, économique et environnemental est extrêmement élevé. Face à l'incertitude et aux risques croissants, l'inaction est synonyme de chaos et de destruction. Si ce scénario montre une méditerranée en 2050 au bord de l'effondrement, il permet, également, de tester la résilience des territoires face aux crises. Il met en lumière la nécessité d'une anticipation et d'une coopération internationale pour éviter un tel destin. Il souligne l'urgence d'une transition vers un développement durable en Méditerranée.

2.3. Scénario 3 : Croissance à tout prix dans une Méditerranée éclatée

Le scénario "Course à la croissance" dépeint une Méditerranée de 2050 où l'urgence climatique et environnementale a été ignorée. Privilégiant la croissance économique à tout prix, les Etats se livrent à une compétition effrénée pour conquérir de nouveaux marchés. Les instances internationales sont impuissantes, discréditées par l'exacerbation des tensions nationalistes.

Dans ce monde multipolaire désuni, la croissance économique reste le seul leitmotiv. Le Sud, en phase d'accélération démographique et économique, recherche à rattraper le Nord. L'emploi est la priorité absolue, reléguant l'environnement au second plan. La Méditerranée devient un espace fragmenté, soumis à des forces centrifuges, où chaque pays cherche à garantir ses propres intérêts en nouant des coopérations à géométrie variable, au gré des opportunités.

Ce scénario, bien que pessimiste, n'est pas improbable. La recherche effrénée de croissance, même au détriment de l'environnement, reste une réalité politique majeure, tant au Nord qu'au Sud. La plausibilité du scénario repose sur l'évolution dans les 30 prochaines années de la gouvernance internationale et le rôle de l'Union européenne. L'émergence des BRICS+ et leur capitalisme décomplexé pourraient influencer certains Etats méditerranéens en leur donnant un modèle de développement "sur mesure".

Cependant, ce scénario à court terme est voué à l'échec car dans celui-ci, la Méditerranée n'a pas résolu les contradictions entre développement économique et préservation des ressources critiques telles que l'eau et les sols. L'épuisement des ressources et la destruction des écosystèmes conduiront à une impasse économique et sociale.

2.4. Scénario 4 : Un partenariat euro-méditerranéen pour une transition bleue-verte

Le scénario "Partenariat Bleu-Vert" décrit une Méditerranée de 2050 transformée par une coopération régionale inédite. Cette collaboration a permis d'atteindre la neutralité carbone et d'intégrer la région dans la mondialisation de manière durable. Un marché économique commun fondé sur l'innovation technologique et numérique s'est établi entre les pays du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

L'Union européenne aura joué un rôle moteur en étendant son Pacte Vert à l'ensemble de la région, favorisant une transition écologique et économique. Tirant les leçons des crises passées, les pays méditerranéens ont mis en place une stratégie de transition bleue-verte à l'échelle régionale. Cette stratégie repose sur des investissements massifs dans le numérique, l'économie bleue et la transition énergétique. Ce scénario optimiste, bien que plausible, n'est pas exempt de défis. La transition nécessiterait des investissements colossaux et devrait faire face à de fortes oppositions.

Le leadership de l'Union européenne dans ce partenariat n'est pas garanti face aux résistances internes et externes. Les auteurs du rapport soulignent l'ambiguïté du terme "transition bleue-verte". Les effets environnementaux de ce scénario sont contrastés. La réglementation environnementale et la régulation économique contribuent à réduire les impacts négatifs sur les milieux naturels. Cependant, le "tout technologique" et le développement de grands projets peut avoir des effets néfastes sur l'environnement et la biodiversité marine.

Selon ce scénario, les inégalités préexistantes se renforcent entre les Etats, entre les différentes couches de la population et à l'intérieur des pays. Le virage vers l'économie "4.0" crée de nouvelles fractures, laissant une partie de la population en marge des progrès. Le scénario se focalise, également, sur la décarbonation comme réponse unique à la crise climatique et environnementale.

D'autres solutions, telles que la sobriété, le changement de modèles économiques ou l'aménagement du territoire, ne sont pas explorées. Enfin, les disparités d'investissement dans les technologies de l'environnement entre les pays du Nord et ceux du Sud persistent. Cette dualité entrave la perception du partenariat comme une collaboration égalitaire entre les 22 parties contractantes à la Convention de Barcelone. Certaines critiques assimilent le partenariat, porté par l'Union européenne, à une forme de néocolonialisme européen. L'imposition d'une logique de marché et d'un modèle de développement unique suscite des résistances, notamment, au Sud et à l'Est de la Méditerranée.

2.5. Scénario 5 : Un autre modèle de développement durable spécifiquement méditerranéen

Face à l'urgence écologique et climatique, les pays et les sociétés de la région s'unissent pour inventer une voie alternative, s'affranchissant des modèles dominants et répondant aux défis spécifiques de la Méditerranée. Le scénario "Transition Méditerranéenne" traduit cette volonté commune. Il décrit une Méditerranée de 2050 transformée par un engagement collectif vers un développement durable original. Il offre une vision inspirante d'un avenir durable pour la région.

Une première phase de mobilisation des acteurs locaux et d'échanges de bonnes pratiques est suivie d'initiatives institutionnelles audacieuses. Un partenariat équitable s'établit, favorisant les coopérations Sud-Sud et une gouvernance renouvelée. La réduction des inégalités et la gestion commune des ressources vitales deviennent des priorités pour ce partenariat. Aux niveaux national et local, l'accent est mis sur la réduction des vulnérabilités et la construction de nouveaux modèles de développement. Ces modèles intègrent les objectifs de développement durable et des politiques de durabilité intégrées, en accordant une attention particulière au climat, aux ressources vitales et à la justice sociale.

Le dialogue interculturel et interreligieux est encouragé, contribuant à l'émergence d'une éthique et d'un pluralisme culturel originaux. La Méditerranée devient un laboratoire d'innovation sociale et d'expérimentation de solutions durables, inspirant le monde entier. Ce scénario volontariste met l'accent sur l'engagement politique et l'activisme des sociétés civiles. Sa crédibilité repose sur la capacité à mobiliser les acteurs et à surmonter les obstacles importants qui se dressent sur la voie du changement. Les effets positifs sur l'environnement et la qualité de vie sont soulignés en tenant compte de la nécessité d'une adaptation aux changements globaux et d'une action diplomatique concertée.

Cependant, ce scénario optimiste n'est pas exempt de faiblesses. Il repose sur un volontarisme et un activisme, qui ne sont pas nécessairement garantis et ne tient pas toujours compte des conflits d'intérêt, des inégalités Nord-Sud et des contraintes budgétaires. La viabilité du modèle alternatif de développement proposé est, également, questionnée. Le manque de moteurs économiques et de sources de financement rapides pourrait limiter son impact. La question cruciale dans la concrétisation de ce scénario réside dans la capacité à traduire les ambitions énoncées en actions concrètes et à mobiliser les ressources nécessaires pour sa réalisation.

2.6. Scénario 6 : La mer Méditerranée : un bien commun mondial

Le scénario "Mer Méditerranée, bien commun mondial" décrit une Méditerranée de 2050 transformée par une prise de conscience globale de l'urgence écologique. Face à la dégradation rapide de la mer, la communauté internationale s'unit pour la sauver, la reconnaissant comme un bien commun mondial. Une mobilisation sans précédent s'amorce dans les années 2030 inspirée par l'approche "Une planète, un océan, une humanité". Elle s'inscrit dans un contexte de reconnaissance des droits de la nature et de mobilisation croissante pour la protection des océans.

Un programme ambitieux de restauration de la mer Méditerranée est financé par la communauté internationale. La Méditerranée devient un laboratoire d'observation et d'actions multi-échelles, un symbole de coopération et d'apprentissage pour la gestion durable des biens communs mondiaux. La logique du "cycle de l'eau" guide la stratégie de restauration. La préservation de la mer exige une action sur l'ensemble du bassin versant, depuis les littoraux jusqu'aux sources des fleuves. La qualité de la mer devient un moteur de changement, incitant à une meilleure régulation des activités humaines et à une gouvernance globale efficace.

Ce scénario optimiste, bien que plausible dans son principe, présente des défis majeurs dont la mobilisation de nombreux acteurs à différentes échelles et la mise en place d'un cadre juridique et financier adéquat. Il repose sur une dynamique vertueuse, qui peut être complexe à mettre en œuvre. Le financement colossal nécessaire n'est pas garanti et l'opposition d'intérêts hostiles au changement structurel est un obstacle important. Malgré ces défis, le scénario offre une vision inspirante et mobilisatrice. Il propose une voie de sortie des impasses actuelles et met en lumière les co-bénéfices potentiels, tels que le renforcement de la démocratie, la gestion durable du cycle de l'eau et l'émergence d'une économie régénérative.

3. Les ateliers prospectifs : examen des trajectoires méditerranéennes pour le Maroc à l'horizon 2050

Lors de cette rencontre, les scénarios 2, 3 et 5 ont été retenus pour un échange de points de vue entre les experts répartis en trois groupes.

3.1. Groupe 1/ Scénario 2 : Le Maroc face aux chocs des crises et adaptations forcées

- **La plausibilité des événements extrêmes**

Dans ce scénario dit "du chaos", l'accent a été mis sur les facteurs susceptibles d'exposer le Maroc à des chocs économiques et sociaux de plus ou moins grande ampleur. Il a été mentionné, d'abord, les catastrophes naturelles : séismes, feux de forêts, inondations, submersions marines, pandémies, crises climatiques (sécheresse, rareté hydrique, désertification, pression extrême sur les écosystèmes, ...).

D'autres phénomènes non maîtrisables peuvent en résulter comme des fortes pressions sur les infrastructures (exemple de la crise sanitaire, séisme d'Al Haouz, ...), d'exode rural excessif, de dépeuplement des campagnes, d'urbanisation déséquilibrée, d'exacerbation des inégalités sociales et territoriales, ...

La conjugaison de leurs effets risque de les transformer en crises inflationnistes, crises agricoles et alimentaires, crises énergétiques avec des impacts déstabilisateurs sur la société et l'économie nationale. Parmi les autres formes de risques potentielles en méditerranée, il a été souligné ceux liés à la circulation maritime ainsi que les crises à caractère géopolitique résumées dans ce qui suit.

- **Les crises potentielles au niveau de l'espace maritime**

Le Maroc en disposant de deux façades maritimes au carrefour des principales voies maritimes Afrique, Europe, Amériques, Asie offre des opportunités stratégiques importantes tout en demeurant vulnérable aux risques maritimes de diverses natures, telles que :

- ✓ L'accroissement des trafics maritimes de produits illégaux et illicites.
- ✓ La migration clandestine en méditerranée, qui forme un espace de transit privilégié du Sud vers le Nord.
- ✓ Les catastrophes et la pollution maritimes.
- ✓ La saturation des voies de navigation.
- ✓ La dégradation du littoral et des écosystèmes marins.

- **Les crises à caractère géopolitique**

Le contexte géopolitique méditerranéen est empreint de rivalités potentielles aussi bien entre les pays riverains qu'entre les grandes puissances présentes dans cette partie du monde (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Espagne, Turquie, Israël, Iran, ...). Une situation aggravée par l'existence en Méditerranée d'une marine militaire relativement dense des grandes puissances qui se disputent l'espace maritime : pays européens, Etats-Unis, Chine, Israël, Turquie, ... Par conséquent, l'exacerbation des jeux d'influence à l'échelle méditerranéenne est un facteur potentiel de conflictualités pour le contrôle du trafic maritime et des ressources marines. D'autres sources de déstabilisation ont été mentionnées, telles que des cyber-attaques d'ampleur inédite, des actes de terrorisme, ...

Dans le cas particulier du Maroc, la relation avec les pays du Nord n'exclut pas la prise en compte des dangers liés à la montée des extrémismes dans les pays partenaires de la rive nord méditerranéenne. L'histoire récente soulève le risque de remise en question du partenariat avec l'Europe et les crises potentielles "attentatoires" aux intérêts du Royaume, dans différents domaines stratégiques, tels que :

- ✓ Les atteintes à l'intégrité territoriale comme celles ayant conduit aux incertitudes qui entourent les partenariats avec l'Union européenne⁴.
- ✓ La question migratoire vu que le Maroc est de plus en plus un pays d'accueil et de transit des migrations internationales.

⁴ Pour mémoire, il a été rappelé à titre d'illustration les incertitudes sur l'avenir de l'accord agricole et de l'accord de pêche avec l'Union européenne.

- ✓ La préservation des intérêts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) : intérêts culturels, culturels, économiques, sociaux, ... menacés par la montée des extrémismes dans les pays du Nord.
- ✓ Les restrictions aux intérêts macro-économiques et financiers du Maroc en cas de mesures défavorables unilatérales au niveau de la fiscalité, des quotas d'exportation, de l'avenir du statut avancé avec l'Union européenne, ...

Du côté de la rive sud, l'absence d'unité maghrébine et une radicalisation idéologique des régimes en place dans les pays du Maghreb sont une source de tensions majeures impactant la stabilité politique, économique et sociale, faisant craindre des conflits armés⁵.

● **Les pistes d'action**

Dans le cas d'un scénario dit du "chaos", la société marocaine possède en son sein des potentiels insoupçonnés de résilience, d'union nationale et de solidarité, qui se révèlent en cas de crise majeure. Par conséquent, il a été suggéré de développer les capacités nationales de résilience en capitalisant sur les expériences récentes de gestion de crises et des catastrophes naturelles⁶, de s'inspirer des politiques publiques audacieuses en matière climatique, d'accélérer les politiques de développement humain, de renforcer les stratégies de prévention sécuritaire, ...

Par conséquent, une approche multidimensionnelle est nécessaire, combinant des actions à court, moyen et long terme.

A court terme (2025-2030)

Adapter la région aux crises :

● **Mieux gérer le capital hydrique :**

- ✓ Optimiser l'utilisation des ressources existantes, notamment, par une gestion efficace des réseaux de distribution et la réduction des pertes.
- ✓ Développer des solutions alternatives pour augmenter l'approvisionnement en eau, telles que le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées traitées.
- ✓ Multiplier les réserves d'eau, notamment, par la construction de barrages collinaires et la recharge artificielle des nappes phréatiques.

⁵ La probabilité d'un conflit armé n'est pas écartée même si elle est faible.

⁶ La référence a été faite aux solutions internes résultant de la gestion exemplaire, sous l'égide de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, de la crise sanitaire de la Covid-19 ou celles relatives à l'après séisme de la région Al-Haouz.

- **Promouvoir la prévention des risques :**

- ✓ Renforcer la préparation et la capacité de réaction face aux catastrophes naturelles (séismes, inondations, feux de forêt) et cybernétiques, en mettant en place des systèmes d'alerte précoce, des plans d'urgence et des exercices de simulation.
- ✓ Développer une agriculture résiliente, capable de s'adapter aux changements et aux aléas climatiques, en favorisant l'agroécologie, la diversification des cultures et l'utilisation de semences résistantes.
- ✓ Aménager le littoral de manière durable, en protégeant les côtes contre l'érosion et la montée des eaux, en luttant contre l'urbanisation anarchique et en favorisant la construction de bâtiments respectueux de l'environnement.

- **Bâtir une économie et une société plus résilientes :**

- ✓ Mettre en œuvre des politiques inclusives, qui réduisent les inégalités sociales et territoriales, en favorisant l'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi pour tous.
- ✓ Soutenir le développement d'une économie verte, basée sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'économie circulaire et la valorisation des ressources locales.
- ✓ Renforcer la coopération régionale, en particulier, dans les domaines de la sécurité alimentaire et énergétique, qui sont essentiels pour la stabilité de la région.

- **Se doter de moyens d'action efficaces :**

- ✓ Créer une culture du risque, en sensibilisant le public aux dangers et aux enjeux, en éduquant aux risques et en promouvant la prévention.
- ✓ Mettre en place des mécanismes de gestion de crise robustes et coordonnés, capables de mobiliser rapidement les ressources nécessaires en cas de catastrophe.

A moyen terme (2030-2040)

- **Promouvoir un développement rural durable et inclusif :**

- ✓ Mettre en place une politique volontariste pour rendre les villages et les petites villes plus attractifs, en développant les infrastructures, les services et les activités économiques.
 - ✓ Favoriser le développement d'une classe moyenne rurale, en soutenant l'agriculture familiale, l'artisanat et les petites entreprises.
 - ✓ Mettre en place une politique foncière facilitant l'accès à la propriété en milieu rural, en particulier, pour les jeunes et les femmes.
 - ✓ Réduire les disparités entre les villes et les campagnes, en améliorant l'accès à l'éducation, à la santé, aux services et à la justice en milieu rural.
- **Accélérer la régionalisation avancée :**
 - ✓ Accorder aux régions les compétences et les moyens nécessaires pour adapter les politiques publiques aux réalités locales.
 - ✓ Renforcer la coopération entre les régions, en favorisant les échanges d'expériences et de bonnes pratiques.
 - ✓ Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation des politiques régionales, en veillant à la transparence et à la participation citoyenne.
- **Investir dans l'éducation et la sensibilisation :**
 - ✓ Accroître les investissements dans l'éducation et la formation, en mettant l'accent sur les compétences vertes et numériques.
 - ✓ Sensibiliser le public aux risques climatiques et sociaux, en favorisant une prise de conscience collective et une culture de la prévention.
 - ✓ Développer des programmes d'éducation à l'environnement et au développement durable, en intégrant ces thématiques dans les cursus scolaires et universitaires.
- **Adopter une approche inclusive de développement durable :**
 - ✓ Associer activement la société civile, les acteurs économiques et les collectivités territoriales à la conception et à la mise en œuvre des politiques de gestion de crise et de développement durable.
 - ✓ Mettre en place des mécanismes de concertation et de dialogue pour recueillir les avis et les propositions de toutes les parties prenantes.
 - ✓ Renforcer les capacités des organisations de la société civile et des collectivités territoriales en matière de gestion de crise et de développement durable.

- ✓ Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation des actions entreprises, en veillant à la transparence et à la responsabilité des acteurs (reddition des comptes).

A long terme (2040-2050)

- **Renforcer la coopération internationale :**

- ✓ Consolider le statut avancé du Maroc avec l'Union européenne, en faisant de ce statut un véritable cadre de coopération solidaire et mutuellement bénéfique.
- ✓ Développer des partenariats avec d'autres pays et organisations internationales, en particulier, dans les domaines de la lutte contre le changement climatique, de la gestion des ressources naturelles et de la promotion du développement durable.
- ✓ Renforcer la coopération régionale en Méditerranée, en favorisant les échanges d'expériences et de bonnes pratiques ainsi que la mise en place de projets communs.

- **Investir dans la recherche et l'innovation :**

- ✓ Investir dans la recherche & développement, afin de développer des solutions durables pour les défis environnementaux, économiques et sociaux.
- ✓ Soutenir l'innovation dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de l'économie circulaire, de l'agriculture durable des technologies numériques et de l'intelligence artificielle.
- ✓ Favoriser la collaboration entre les chercheurs, les entreprises et les institutions publiques pour accélérer la diffusion des nouvelles technologies et des solutions innovantes.

- **Intégrer les enjeux climatiques dans toutes les politiques publiques :**

- ✓ Prendre en compte les impacts du changement climatique dans toutes les décisions politiques et économiques, notamment, dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'agriculture, de l'énergie, du tourisme et des transports.
- ✓ Mettre en place des politiques d'adaptation au changement climatique, en anticipant les risques et en prenant des mesures pour réduire la vulnérabilité des populations et des infrastructures.

- ✓ Promouvoir des modes de consommation et de production plus durables, en encourageant l'utilisation des énergies renouvelables, la réduction des déchets et la consommation responsable.

- **Mettre en place un cadre juridique adapté aux risques naturels :**

- ✓ Adopter une législation d'encadrement et de gestion de crise, définissant clairement les rôles et les responsabilités des différents acteurs en cas de situation exceptionnelle.
- ✓ Renforcer le cadre juridique pour la protection de l'environnement, en mettant en place des réglementations plus strictes en matière de pollution, de gestion des déchets et de protection de la biodiversité.
- ✓ Adapter la législation aux défis du changement climatique, en intégrant les enjeux climatiques dans les lois et les réglementations sectorielles.

3.2. Groupe 2/Scénario 4 : Le partenariat euro-méditerranéen pour une transition bleue-verte

- **Les constats**

Ce scénario met l'accent sur une coopération multilatérale réussie entre l'Union européenne et les autres pays méditerranéens par une extension du Pacte vert de l'Union européenne à l'ensemble de la région. Une telle évolution favoriserait une bonne insertion de la région dans la mondialisation. La région pourrait atteindre alors la neutralité carbone dès 2050 dans la majorité des pays.

- **Pour une approche marocaine de la transition bleue-verte**

Ce scénario suppose de nouveaux paradigmes porteurs d'une rénovation profonde de la coopération dans le pourtour méditerranéen. Il conviendrait par exemple de sortir du face à face classique "Nord-Sud" afin de créer les conditions d'un partenariat plus élargi et inclusif "Nord-Sud-Sud". L'approche consisterait à envisager une ouverture de l'ensemble Méditerranéen vers l'Afrique Atlantique jusqu'au Golfe de Guinée⁷. Une telle démarche se justifie, en outre, par l'émergence des nouvelles réalités géopolitiques mondiales à l'instar de celle d'un "Sud Global" et la création de nouveaux corridors de coopération multipolaire "Amérique-Europe-Afrique-Asie".

⁷ L'expression "ramener la Méditerranée vers l'Atlantique et l'inverse" a été utilisée pour illustrer le changement de paradigme à opérer.

L'approche globale prônée devant tenir compte, par ailleurs, des spécificités régionales à travers la constitution de sous-ensembles méditerranéens car les situations en Méditerranée orientale et en Méditerranée occidentale sont très contrastées.

Du côté marocain, le changement de paradigmes proviendrait d'une reconnaissance par tous les pays de l'Union européenne de la marocanité du Sahara⁸, qui placerait l'Europe dans une position de partenaire stratégique au niveau maghrébin et au niveau africain. L'Europe pourrait, dans le cas de ce scénario, contribuer de manière décisive à une nouvelle réalité géopolitique au Sud de la Méditerranée. Une unité maghrébine donnerait une nouvelle dimension à la coopération euro-méditerranéenne et à la coopération avec le reste de l'Afrique. Elle créerait un contexte favorable à des politiques communes fortes vers la transition bleue-verte.

- **Les pistes d'action**

Les réformes structurelles entamées depuis plus de deux décennies au Maroc ainsi que les Orientations Royales vers un nouveau modèle de développement⁹ représentent des atouts pour une contribution utile du Royaume à ce scénario lequel est porteur d'un projet de transformation profonde de la Méditerranée.

Du côté marocain, une telle vision correspond aux ambitions engagées par le Royaume avec les pays européens en vue de faire émerger une approche globale et renouvelée de la coopération méditerranéenne depuis le processus de Barcelone.

A titre de rappel, il a été souligné les initiatives prises dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage, du statut avancé, de la convergence réglementaire, ou encore de l'adhésion au protocole pour une prospérité partagée, ... De même, il a été mis en lumière le projet de pont terrestre ou de tunnel traversant la Méditerranée entre le Nord du Maroc et le Sud de l'Espagne, suggéré par Feu Sa Majesté Hassan II et qui est toujours à l'ordre du jour. Les leviers à actionner à court, moyen et long terme sont résumés ci-après.

A court terme (2025-2030)

- Lancer un dialogue euro-méditerranéen pour clarifier les objectifs et les modalités du partenariat, en tenant compte des spécificités et des besoins de chaque pays.

⁸ Sept pays européens seulement continuent d'afficher leur soutien aux séparatistes.

⁹ Le nouveau modèle de développement à l'horizon 2030 contient les ingrédients s'ils sont bien mis en œuvre qui repositionnent le Maroc sur une nouvelle trajectoire de développement durable.

- Mettre en place des mécanismes de financement adaptés aux spécificités des pays du Sud, en évitant une trop grande dépendance à l'Europe et en explorant des sources de financement alternatives.
- Adopter des réglementations environnementales harmonisées au niveau régional, afin de protéger l'environnement et de promouvoir une transition écologique équitable.
- Mettre en place des politiques d'inclusion numérique et énergétique pour éviter les fractures sociales et garantir l'accès de tous aux nouvelles technologies et aux énergies durables.
- Investir en priorité dans l'eau, l'éducation et la sécurité alimentaire, considérées comme des priorités nationales pour assurer le bien-être des populations et la stabilité de la région.

A moyen terme (2030-2040)

- Développer un marché économique méditerranéen commun, en favorisant l'innovation, la transition énergétique et la création d'emplois de qualité.
- Etendre le Pacte Vert européen vers le Sud, en mobilisant des investissements massifs dans l'économie bleue, le numérique et les infrastructures durables.
- Mettre en place des formations et des infrastructures pour l'économie "4.0", afin de préparer les jeunes générations aux nouveaux métiers et de favoriser l'inclusion numérique.
- Renforcer les liens entre le Maroc et les pays du Sahel, pour équilibrer l'influence euro-méditerranéenne et favoriser une coopération Sud-Sud mutuellement bénéfique.

A long terme (2040-2050)

- Atteindre la neutralité carbone au niveau régional, en faisant du Maroc un leader de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables.
- Intégrer durablement la région dans la mondialisation, en adoptant des modèles économiques adaptés aux réalités locales et en favorisant une croissance inclusive.
- Réduire les inégalités et consolider la coopération Sud-Sud, en permettant au Maroc de jouer un rôle central dans l'équilibre méditerranéen et en favorisant un développement partagé.
- Prendre en compte la dimension atlantique, en faisant du Maroc un acteur clé reliant l'Europe et l'Afrique et en développant une économie bleue durable et intégrée.

Le scénario du Partenariat Bleu-Vert est ambitieux et offre de nombreuses opportunités pour le Maroc, à condition que le pays adopte une approche proactive et stratégique. Il devra veiller à renégocier les termes du partenariat pour éviter les déséquilibres et s'assurer que la transition écologique et économique soit inclusive et bénéfique pour l'ensemble de la population.

3.3. Groupe 3/Scénario 5: Un autre modèle de développement spécifiquement méditerranéen

- **Un projet "civilisationnel" plausible**

Le scénario 5 préconise l'instauration d'un nouveau modèle de développement durable spécifiquement méditerranéen fondé sur des paramètres, tels que la transformation des conditions de vie, des modèles économiques rénovés, des formes de gouvernance basées sur des relations Nord-Sud plus équilibrées et le respect de la diversité des cultures et des situations locales. Des changements, qui seraient en mesure de favoriser une réorganisation de la mondialisation. Celle-ci laisserait plus d'espace à la multi-polarisation organisationnelle du monde et à la mise en place de grandes régions du monde dans le cadre d'une gouvernance mondiale améliorée.

Pour atteindre ces objectifs, des transformations profondes sont à entreprendre au niveau du contexte international, des acteurs territoriaux et des politiques de développement. Selon ce scénario, il est possible d'envisager un parlement euro-méditerranéen, une banque de développement euro-méditerranéenne dans le cadre d'une coopération étroite et plus égalitaire entre le Nord et le Sud. Un tel scénario parie sur des pays du Sud plus unis.

Au niveau des acteurs territoriaux, une gouvernance décentralisée et multi-échelle serait privilégiée dans le cadre de politiques de développement durable, fondées sur la transition énergétique et les progrès de la science et de la technologie. L'amélioration des conditions de vie (logement, santé, éducation, ...) seraient des objectifs prioritaires ainsi qu'une amélioration des modèles productifs et des modèles de consommation sobres et économes en énergie. De nouvelles formes de développement seraient expérimentées tenant compte des spécificités de la Méditerranée et des échanges d'expériences par domaines thématiques et réseaux d'expertises.

- **Les conditions de réalisation**

Considérant ce scénario comme un véritable "projet civilisationnel", les participants ont précisé comme suit certaines de ses conditions de réalisation :

- ✓ L'instauration d'une paix au niveau du pourtour méditerranéen, perçue comme étant "fondamentale voire existentielle" pour une transition vers le développement durable.

- ✓ La réalisation de la liaison fixe du Déroit de Gibraltar et en faire le symbole d'une transformation collective de la relation Nord-Sud dans le bassin méditerranéen.
- ✓ La prise en compte par l'Europe du basculement stratégique du monde vers l'Asie et celle de la réalité de plus en plus prégnante 'd'un Sud global'.
- ✓ Une régulation de la migration plus conforme aux intérêts mutuels. Par exemple dans le cas du Maroc, il conviendrait de lever les obstacles aux transferts financiers des Marocains résidant à l'étranger, dont les montants sont une composante importante du financement de la transition vers le développement durable.

● **Les pistes d'action**

Les chemins de la durabilité à l'horizon 2050 étant complexes et multidimensionnelles, il a été suggéré une priorisation des actions en s'appuyant sur une vision globale afin de mieux agir localement¹⁰.

Au Maroc, il a été préconisé un cadre d'action fondé sur des mécanismes renforcés du développement territorial, ceux de la régionalisation avancée et de la décentralisation. Les actions suggérées seraient les suivantes :

A court terme (2025-2030)

- Mettre en œuvre de manière effective les réglementations relatives à la gestion intégrée des territoires littoraux, afin de protéger les zones côtières et de prévenir leur dégradation.
- Adopter des mesures pour optimiser l'utilisation des ressources en eau, réduire les pertes et développer des solutions alternatives (dessalement, réutilisation des eaux usées).
- Mener des campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens sur les enjeux environnementaux et les risques liés au changement climatique et promouvoir une culture de la prévention et de la responsabilité.
- Intégrer les enjeux de développement durable dans toutes les politiques publiques.

A moyen terme (2030-2040)

- Renforcer la gestion intégrée des territoires littoraux, en mettant en place des mécanismes de coordination entre les différents acteurs (publics, privés, société civile).

¹⁰ La formule en vogue depuis les premières conférences sur l'environnement (1972 (Stockholm) a été reprise comme formule générique en matière de développement durable.

- Orienter l'urbanisation vers l'intérieur des terres, en favorisant le développement des villes moyennes et des zones rurales et en limitant l'artificialisation des sols et la pression sur le littoral.
- Développer des politiques sociales spécifiques pour répondre aux besoins des différents territoires et populations, en tenant compte des enjeux de pauvreté, d'exclusion et de vulnérabilité.
- Valoriser les savoir-faire locaux, en capitalisant sur les connaissances et les pratiques traditionnelles en matière de gestion des ressources naturelles, d'agriculture et d'artisanat, tout en les adaptant aux défis contemporains.
- Promouvoir la coopération régionale, en particulier, dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de l'adaptation au changement climatique et du développement économique.
- Impliquer la société civile dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques, en favorisant la participation citoyenne et le dialogue.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux dans les domaines du développement durable, de la gestion de crise et de la coopération internationale.
- Mobiliser les financements nécessaires (publiques, privées, internationales) à la mise en œuvre des actions et des projets de développement durable.

A long terme (2040-2050)

- Restaurer les écosystèmes forestiers, en concevant des programmes de reboisement et de gestion durable des forêts, afin de lutter contre la désertification, de protéger la biodiversité et de séquestrer le carbone.
- Développer des modèles agricoles durables, en soutenant l'agriculture locale, l'agroécologie et les circuits courts, afin de garantir la souveraineté alimentaire, de réduire l'impact environnemental de l'agriculture et de créer des emplois en milieu rural.
- Favoriser les échanges d'expériences et de savoir-faire entre les pays de la Méditerranée, en matière de politiques publiques, de gouvernance territoriale et de développement durable.

4. Synthèse générale des échanges en plénière et en atelier

A partir du cas du Maroc, l'exercice prospectif a révélé plusieurs enjeux bloquants, qui mettent en péril les chemins de la transition vers un développement durable en Méditerranée.

Dans ce sens, la question géopolitique est centrale et révèle que le raisonnement à l'échelle euro-méditerranéenne s'inscrit dans une échelle plus large, africaine et mondiale, en référence aux dynamiques de la mondialisation en Asie et dans

les Amériques. Un changement d'échelle s'impose à l'avenir. Par ailleurs, les situations géopolitiques en Méditerranée, bien que contrastées, dévoilent des goulets d'étranglement pénalisants à court et moyen terme. La Méditerranée orientale est quasiment "un champ de ruines" et la Méditerranée occidentale se trouve confrontée au succès de l'intégration maghrébine.

Le Sud de la Méditerranée est, par conséquent, fragilisé par la persistance d'une géopolitique complexe faite de rivalités et de conflits armés potentiels.

Le Nord de la Méditerranée, quant à lui, est divisé par une géopolitique européenne, qui peine à trouver des solutions communes, notamment, dans ses rapports avec les puissances rivales -Etats-Unis-Chine-Russie-Turquie...- sur des sujets comme la guerre en Ukraine, la question migratoire, la sécurité et la défense européennes, la compétition technologique, économique et commerciale, ...

La relation privilégiée de l'Europe avec sa rive Sud est, également, fragilisée, notamment, par l'influence croissante des grandes puissances, qui se disputent la relation avec les pays du Sud de la Méditerranée et dans le reste de l'Afrique (Sahel, Afrique de l'Est, Afrique centrale, qui sont minés par les conflits ethniques et frontaliers...). Il y aurait, donc, le risque d'une marginalisation de l'Europe dans ses rapports avec les pays du Sud, accentuée par son incapacité à peser de tout son poids dans les conflits, qui fracturent la Méditerranée orientale et la Méditerranée occidentale. Une situation qui ajoute aux incertitudes d'un développement durable conduit collectivement dans l'espace euro-méditerranéen.

Plusieurs participants ont, en effet, exprimé de vives inquiétudes quant à l'avenir de la Méditerranée, la qualifiant d'"espace mouvoir" face à l'accumulation de crises environnementales, économiques, sociales et politiques. Ils ont souligné le manque de prise en compte des enjeux de sécurité et de stabilité dans les travaux prospectifs, compte tenu des conflits persistants dans la région. L'incapacité à anticiper les risques et les crises a, également, été déplorée, certains évoquant un sentiment de "panique" face à l'ampleur des défis.

Des nuances sémantiques importantes ont été apportées, notamment, entre les notions de "partenariat" et de "coopération" ainsi qu'entre le "probable", l'"objectif" et le "souhaitable". L'échéance de 2050 a été jugée trop tardive par certains, qui craignent que le décalage entre les actions entreprises et les conséquences des défis actuels n'entraîne la disparition de la mer Méditerranée en tant que bien commun.

Plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité d'une approche plus intégrée pour élaborer des scénarios pertinents pour la Méditerranée. Ils ont mis en avant l'importance de considérer l'ensemble des interactions entre les zones terrestres et marines, d'intégrer les aspects économiques et financiers dans l'analyse des scénarios, d'analyser les raisons des échecs passés pour en tirer des leçons pour l'avenir et de reconnaître la Méditerranée comme un patrimoine commun à tous les pays riverains.

Des critiques ont été formulées concernant l'approche du rapport, jugée limitée et passant sous silence certains éléments importants, tels que l'Union pour la

Méditerranée. Le manque de traitement des problèmes de sécurité alimentaire et de pollution de l'eau a, également, été mis en avant. Des questions ont été soulevées concernant les bases de données utilisées pour la rédaction du rapport et la nécessité de disposer de données de qualité, fiables et accessibles a été mise en évidence.

La complexité de la région méditerranéenne, marquée par un contexte géologique (séismes, volcans) et une accentuation du réchauffement climatique, a été mise en exergue. Il a été insisté, également, sur la nécessité de protéger le littoral, en particulier, les monuments historiques menacés par l'élévation du niveau de la mer ainsi que l'importance de renforcer les capacités en sciences de la mer.

La diversité de la région méditerranéenne a été rappelée et une approche de répliation plutôt que de duplication des modèles de développement a été préconisée. L'implication des jeunes dans cet exercice prospectif a été jugée essentielle, tout comme la prise en compte de l'apport technologique et l'implication de l'Afrique dans la réflexion sur l'avenir de la Méditerranée.

Des précisions ont été apportées sur la genèse de l'exercice prospectif MED 2050, initié par les pays de la convention de Barcelone et ayant donné lieu à ce rapport. L'implication de divers acteurs issus des pays méditerranéens, tirant parti de leurs expertises variées et adaptées aux spécificités de chaque Etat, a été mentionnée, d'où l'idée d'organisation d'autres ateliers dans plusieurs villes méditerranéennes.

Il a été rappelé que le Royaume du Maroc a toujours été un acteur majeur de la coopération régionale en Méditerranée et a participé activement à de nombreuses initiatives, telles que le Processus de Barcelone et l'Union pour la Méditerranée.

L'importance de l'économie bleue, englobant un large éventail d'activités économiques liées aux océans, aux mers, aux côtes et aux eaux intérieures, a été rappelée. Il a été précisé que l'économie bleue vise à promouvoir une utilisation durable des ressources marines et aquatiques, en conciliant développement économique, protection de l'environnement et inclusion sociale.

En conclusion, les intervenants ont insisté sur la nécessité d'une approche plus intégrée, plus critique et plus prospective pour aborder les défis de la Méditerranée. Ils ont signalé l'importance de prendre en compte les aspects financiers, politiques, sociaux et environnementaux ainsi que la diversité de la région et l'opportunité d'impliquer tous les acteurs concernés, y compris les jeunes et les pays africains.

La vision d'avenir selon le Plan Bleu serait à construire dans ces conditions selon trois grands axes :

- ✓ Préparer les pays de la Méditerranée aux crises systémiques par l'anticipation des menaces et des crises multidimensionnelles, complexes, voire inextricables ;
- ✓ Développer une coopération internationale pour la recherche d'un modèle spécifiquement méditerranéen adapté à chaque pays ;

- ✓ Repenser la question de la connaissance afin de construire des politiques publiques fondées sur des données scientifiques viables (*Evidence Based Policies*).

5. Quelques propositions pour une transition durable en Méditerranée

Afin d'assurer un avenir durable pour la Méditerranée, les participants ont proposé les actions clés suivantes, regroupées autour de cinq axes principaux :

Développer l'intelligence collective et la culture prospective :

- Organiser un débat collectif : initier un large débat public autour des scénarios de transition possibles pour la Méditerranée, en s'appuyant sur le rapport MED 2050 comme point de départ.
- Mettre en réseau les think-tanks méditerranéens : créer un réseau de collaboration entre les centres de réflexion de la région.
- Construire un réseau méditerranéen de prospective : mettre en place une structure dédiée à la prospective, capable d'anticiper les défis et les opportunités pour la région.
- Valoriser les expériences du Sud : mettre en place un mécanisme d'échange de bonnes pratiques entre les pays du Sud de la Méditerranée.
- Structurer et financer les échanges d'expériences : soutenir les initiatives d'échange entre les collectivités locales sur des thématiques spécifiques.
- Mieux connaître la biodiversité marine : lancer un projet de cartographie de la biodiversité marine et créer un groupe d'experts sur le modèle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) pour la Méditerranée.
- Investir dans les systèmes d'information : renforcer les systèmes d'information et leur diffusion et créer une commission méditerranéenne sur les indicateurs de bien-être et la comptabilité patrimoniale, en lien avec la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD).
- Eduquer et impliquer les jeunes : introduire l'éducation à la mer dans l'enseignement, mettre en place un programme d'échange de type "Erasmus méditerranéen" et créer une commission de jeunes sur le futur de la Méditerranée.

Donner la priorité à l'application du droit international et adopter des stratégies méditerranéennes communes dans les négociations internationales :

- Renforcer l'application du droit de la mer : doubler au moins les moyens consacrés à l'application du droit de la mer et de la Convention de Barcelone.

- Adopter des positions communes : développer des positions communes dans les négociations sur le droit des océans et la protection des biens communs.
- Créer un intergroupe méditerranéen : mettre en place un intergroupe méditerranéen au sein des COP (climat, biodiversité).
- Promouvoir une économie bleue durable : adopter une conception forte de l'économie bleue et mettre en place les normes et labels correspondants.
- Etendre les pratiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE) aux pays du Sud et renforcer les moyens de contrôle pour la certification.

Prendre des mesures conservatoires pour éviter des dégradations irréversibles de la mer :

- Protéger les écosystèmes marins : mettre en place un moratoire sur l'exploitation des fonds marins profonds et l'exploitation des fossiles en mer.
- Protéger la biodiversité : protéger de manière absolue les posidonies et les zones à forte biodiversité (hot-spots).

Renforcer les mécanismes de solidarité en cas de catastrophe naturelle et climatique :

- Développer la coopération : renforcer les dispositifs de coopération existants et investir dans de nouveaux moyens communs pour la prévention, l'alerte et l'intervention en cas d'événements extrêmes.

Créer de nouveaux financements pour certaines priorités communes :

- Créer un fonds commun : mettre en place un fonds commun alimenté par des taxes d'usage (tourisme, transports maritimes et aériens, ...) pour financer la protection de 30% des espaces marins et littoraux.
- Obtenir des transferts de ressources : adopter une position offensive au niveau international pour obtenir des transferts de ressources vers les pays du Sud pour financer l'adaptation au changement climatique.
- Créer un fonds d'investissement : mettre en place un fonds d'investissement ou une banque commune pour le développement des infrastructures intra-méditerranéennes dans des domaines prioritaires, tels que les énergies renouvelables et l'eau.

Annexe : Liste des participants, par ordre alphabétique, à l'atelier prospectif "Chemins de transition MED 50"

Sous la direction de Monsieur Mohammed Tawfik MOULINE et de Monsieur Robin DEGRON.

Comité d'Organisation

Equipe IRES

- Mohammed CHIBI
- Abderrahim ELHASANI
- Fatima ELMOUSSAOUI
- Issam LOTFI
- Imane RAFIQ

Equipe PLAN BLEU

- Khadidja AMINE
- Christelle EL SELFANI
- Eloïse LEGUERINEL
-

Experts

- Hassan ALAOUI
- Fouad AMOR
- Ahmed AZIRAR
- Mohammed BELMAHI
- Taoufiq BOUDCHICHE
- Mohammed CHATER
- Naima HAMOUMI
- Jawad KERDOUDI
- Abdellatif KHATTABI
- Denis LACROIX
- Miloud LOUKILI
- El Arbi MRABET
- Radouane MRABET
- Latifa NEHNAHI
- Bouchra RAHMOUNI
- Hassane SAOUDI
- Abdeslam SEDDIKI
- Mohammed SENOUSI
- Mohamed TANGI
- Abderrahman TENKOUL
- Jacques THEYS
- Mekki ZOUAOUI